

# NEWSLETTER

Janvier 2022

“ La région contribue à plus de 80 % des ressources de la nation et à environ 95 % des recettes en devises.

”

LE DELTA DU NIGER,

Le cœur et l'âme du  
pétrole nigérian

# SOMMAIRE

Le Delta du Niger, le cœur et l'âme du pétrole nigérian .....	Page 3
Investissements dans les combustibles fossiles .....	Page 5
Le Nigeria a augmenté sa production de pétrole en Novembre .....	Page 9
Le gouvernement fédéral confiant : la raffinerie de DANGOTE et d'autres répondront à la demande locale de carburants .....	Page 11
Le gaz, une donnée stratégique .....	Page 14
Le prix du gaz de cuisine sur le point d'être révisé à la baisse .....	Page 16
La fin de l'ère du pétrole: la position du Nigeria .....	Page 17
La fin des ressources fossiles, pétrolières et gazières : un grand pas en avant ! .....	Page 20
Un gigantesque projet en cours de réalisation .....	Page 21
Impact de la libération des réserves de pétrole par l'administration Biden .....	Page 23
Les prévisions de prix du pétrole de JP Morgan .....	Page 25
Le potentiel économique de la Mauritanie .....	Page 27
Projet de gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP) .....	Page 31
Découverte de pétrole et de gaz au Sénégal ! Une opportunité et des défis de taille .....	Page 32



## **Le Delta du Niger, le cœur et l'âme du pétrole nigérian**

Le Ministre d'État aux affaires du Delta du Niger, le Sénateur Omotayo Alasoadura, a déclaré récemment au Texas alors qu'il s'exprimait sur les opportunités d'investissement dans la région du Delta du Niger : "la région contribue à plus de 80 % des ressources de la nation et à environ 95 % des recettes en devises.

Cette même région abrite trois raffineries, une usine de gaz naturel liquéfié, un complexe pétrochimique, une aciérie et une fonderie d'aluminium ainsi qu'une grande entreprise d'engrais. Le Delta du Niger accueille de nombreuses sociétés de services pétroliers et plusieurs majors pétrolières opèrent dans la région. Elle compte également d'une zone franche d'exportation et d'une zone franche pétrolière et gazière".

Le Delta du Niger renferme également d'importants gisements de pétrole et de gaz dont la productivité moyenne est d'environ 2,5 millions de barils par jour.

Les réserves totales exploitables de pétrole et de gaz sont estimées à environ 34,5 milliards de barils et 93,8 trillions de mètres cubes. Tout cela ne peut signifier qu'une chose : cette région est extrêmement importante pour le Nigeria et pour l'Afrique. La stabilité économique du pays, qui repose en grande partie sur l'industrie du pétrole et du gaz, est en effet largement tributaire de cette région.



Il est donc essentiel de mettre en place une coopération économique internationale pour les investissements dans le Delta du Niger, de créer des échanges institutionnels et de promouvoir les investissements directs étrangers.

Il apparaît toutefois de plus en plus évident que le Nigeria doit diversifier son économie et promouvoir le partenariat public-privé. Les autorités devraient s'efforcer de créer des réseaux afin d'avoir plus de chances d'attirer les investisseurs.



## **Investissements dans les combustibles fossiles**

Le changement climatique déclenche une prise de conscience mondiale qui incite les responsables gouvernementaux à prendre de multiples initiatives pour le combattre. À l'échelle mondiale, l'objectif est de parvenir à un paysage énergétique totalement durable en 2050. Globalement, les pays sont responsables de 99,7 % des émissions de CO<sub>2</sub>.

Sur le long terme, l'objectif est de passer à 100 % d'énergies renouvelables (éolienne, hydraulique et solaire) d'ici 2050, et à au moins 80 % d'ici 2030. Le réchauffement climatique serait atténué et le secteur énergétique serait stabilisé si la planète était entièrement alimentée par des énergies durables.

De nombreuses nations dans le monde ont adopté des politiques anti-pétrole qui mettent en évidence la nécessité d'une transition vers des énergies propres.

Cette transformation radicale ne peut toutefois être réalisée sans le soutien total des parties prenantes mondiales (décideurs politiques, entreprises et autres organisations concernées).

Dans cette optique, les écologistes et les militants du changement climatique préconisent que Wall Street et les banques du monde entier renoncent aux combustibles fossiles. Des efforts sont déployés pour limiter les émissions mondiales.



Malgré la pression exercée par la société, les banques du monde entier continuent de prêter de l'argent et d'émettre des obligations de sociétés pétrolières, gazières et charbonnières, les transactions obligataires liées aux combustibles fossiles organisées par les banques s'élevant à près de 250 milliards de dollars en 2021.

JP Morgan, Wells Fargo, Citi, RBC et Mitsubishi UFS sont les plus gros prêteurs aux projets liés aux combustibles fossiles. Jusqu'à présent cette année, JP Morgan a financé le plus grand nombre de prêts et d'obligations combinés. Pour les sociétés pétrolières et gazières, la banque a souscrit des obligations pour un montant total de 2,5 milliards de dollars. Un autre gros prêteur est Wells Fargo, qui a fourni principalement des prêts aux entreprises de ce secteur.

Le plus grand changement dans le financement des combustibles fossiles est signalé par la Postal Savings Bank of China entre 2016 et 2020. L'augmentation de 168 millions de dollars en 2016 à 2,2 milliards de dollars en 2020, a dépassé les 1200%.

Le deuxième plus grand mouvement entre 2016 et 2020 dans le financement du changement de combustible fossile a été observé par la China Minsheng Bank, puisque son financement a atteint 10,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 550 % par rapport à 1,7 milliard de dollars.



Ces investissements témoignent d'une véritable contradiction. Alors même que le secteur de la finance s'est engagé à lutter contre le changement climatique, les plus grandes banques du monde financent largement l'industrie des combustibles fossiles.

Le désinvestissement dans le charbon ou la limitation des prêts aux entreprises charbonnières n'est pas la solution pour lutter contre le changement climatique, selon les institutions financières. Elles estiment en effet que le pétrole et le gaz seront encore indispensables dans un avenir proche. Les gouvernements devraient arrêter de dissuader les investisseurs de s'engager dans les combustibles fossiles.



Ils proposent de relever les dépenses d'ici la fin de la décennie à 523 dollars par an. Cette mesure permettrait d'éviter une augmentation incontrôlable des prix de l'énergie et des bouleversements économiques à venir.

Lors du récent Congrès mondial du pétrole à Houston (Texas), le secrétaire général de l'OPEP, Mohammad Barkindo, a déclaré : "Un arrêt des investissements dans le pétrole et le gaz serait mal avisé. Près de 12 000 milliards de dollars de dépenses sont nécessaires d'ici à 2045 pour assurer un approvisionnement suffisant en brut et en gaz, faute de quoi le monde connaîtra des séquelles à long terme sur la sécurité énergétique; ce qui affectera non seulement les producteurs mais aussi les consommateurs."



## **Le Nigeria a augmenté sa production de pétrole en Novembre**

La dernière enquête mensuelle de Reuters montre que l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) a augmenté sa production de pétrole en novembre. Malgré cela, le cartel a produit moins de brut que sa quote-part de l'augmentation mensuelle. Dans le même temps, le Nigeria a augmenté sa production.

La production de pétrole brut du Nigeria a été mise à mal ces derniers mois, avec des dysfonctionnements dans les terminaux de Qua Iboe, Forcados, Erha et Brass River, entre autres.

Le mois dernier, Shell Petroleum Development Company of Nigeria (SPDC) a levé la force majeure sur les exportations de brut du terminal Bonny Light, suite à la réparation de la fuite d'un pipeline.

Au cours des derniers mois, la production du Nigeria a été en deçà de sa référence budgétaire, chutant à 1,37 million de barils par jour en octobre, soit 261 000 barils par jour en dessous de son quota OPEP+.

"Les dix membres de l'OPEP liés par le pacte de l'OPEP+ devraient augmenter leur production combinée de 254 000 barils par jour (BPD) chaque mois, sur une offre supplémentaire mensuelle totale de 400 000 BPD pour l'OPEP+".



Nous avons réalisé que tous les membres de l'OPEP n'ont pas la capacité de réaliser leur plein potentiel. Ainsi, même si la production de pétrole brut a augmenté en novembre, cela n'a pas été suffisant. La hausse de 254 000 BPD n'a pas été atteinte comme prévu. L'Arabie saoudite et l'Irak, les deux leaders de l'OPEP, ont atteint l'objectif en novembre, et la production du Nigeria s'est redressée au cours de la même période, mais d'autres producteurs africains ont continué à rencontrer des difficultés.

À l'heure où beaucoup pensent que les pays africains devraient augmenter leur production de pétrole plutôt que de suivre l'OPEP, nous constatons qu'il n'est pas toujours aisé de le faire au regard des réalités du continent. Avoir du pétrole en abondance ne nous garantit pas de pouvoir en tirer pleinement parti.



## **Le gouvernement fédéral confiant : la raffinerie de DANGOTE et d'autres répondront à la demande locale de carburants**

On estime que Dangote Petroleum Refinery, la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et d'autres raffineries modulaires seront les principaux moteurs permettant de répondre à la demande en forte croissance des produits pétroliers au Nigeria.

Prenant la parole à l'occasion du salon Oil Trading and Logistics (OTL) Africa, le Directeur Général du groupe NNPC, Mallam Mele Kyari, a déclaré que les raffineries NNPC produisaient 445 000 barils par jour, les raffineries Dangote 650 000 et que 250 000 bpj supplémentaires devraient provenir des raffineries de condensat, grâce au secteur privé et aux partenariats. Ce qui suffira à satisfaire les besoins en Premium Motor Spirit (PMS) au Nigeria.

Kyari, et le Président du Groupe Dangote, sont en ligne. M. Dangote a déclaré qu'il était mécontent de constater que le Nigeria est un grand producteur de pétrole, mais qu'il importe la plupart des biens pétroliers dont il a besoin.

Cette situation anormale l'a poussé à se mettre au défi d'entreprendre la construction de ce gigantesque projet de raffinerie. Selon M. Aliko Dangote, près de 29 000 Nigériens seraient employés dans la raffinerie, une fois celle-ci achevée. Cela contribuerait à la campagne de création d'emplois du gouvernement fédéral.



M. Adeyemi Adetunji, Directeur Exécutif en aval de la NNPC, a déclaré que la diversification du portefeuille de la NNPC par l'acceptation d'une participation de 20% dans le projet de raffinerie de Dangotes, est évaluée à 2,6 milliards de dollars.

La zone de libre-échange assurerait la souveraineté énergétique nationale et garantirait un marché de 300 000 bpj pour le Nigeria. Il a déclaré que "la NNPC est en train de renforcer sa capacité de raffinage de 215 000 bpj, via le secteur privé, en vue d'une co-localisation, dans les installations existantes de Warri Refining Petrochemical Company (WRPC) et Port Harcourt Refining (PHRC) respectivement. Les raffineries modulaires viennent également augmenter les capacités d'environ 50 000 bpj".

Entre-temps, 250 000 bpj supplémentaires devraient provenir des raffineries de condensat, par le biais du secteur privé et de partenariats. La co-localisation et les raffineries de condensat réduiront l'écart entre l'offre et la demande de PMS, et généreront des retours positifs pour les investisseurs.



Le directeur de la NNPC a déclaré que "la société a avancé dans le programme de réhabilitation des raffineries, pour stimuler sa contribution à la chaîne de valeur du pétrole et du gaz. Par la simple attribution du contrat de réhabilitation de Port Harcourt, d'un montant de 1,5 milliard de dollars, avec l'engagement de tenir ses promesses pour les raffineries de Warri et de Kaduna."

En ce qui concerne les efforts de diffusion du gaz, M. Kyari a déclaré que le gouvernement fédéral a proclamé la décennie 2021-2030 comme décennie de développement du gaz au Nigeria. M. Kyari a également souligné que la demande de gaz naturel pourrait être multipliée par quatre au cours de la prochaine décennie. Elle passerait de 4,8 milliards de pieds cubes par jour en 2020, et pourrait atteindre 23 milliards de pieds cubes par jour en 2030.



## **Le gaz, une donnée stratégique**

Le monde entier est conscient de l'importance du gaz comme facteur clé de changement. Il se positionne comme une alternative propre et viable au pétrole. Récemment, l'Algérie a renoncé à renouveler le contrat de vingt-cinq ans qu'elle avait conclu avec le Maroc pour approvisionner l'Espagne en ce précieux produit.

Le gaz sera acheminé directement par un gazoduc à partir de l'Algérie. Une forte délégation espagnole s'est rendue à Alger pour s'assurer que ce nouveau changement n'affectera pas le flux d'approvisionnement dont elle bénéficiait dans le passé. L'Algérie a été en mesure de prouver sa capacité à répondre aux besoins de l'Espagne.

Parallèlement, nous assistons à une augmentation des flux de gaz vers l'Europe en provenance de Russie via l'Ukraine et la Pologne.

De nombreux analystes ont prédit un approvisionnement hivernal tendu ; en conséquence, le prix du gaz a plongé lorsque les contrats à terme sur le gaz naturel néerlandais, la référence européenne, ont chuté jusqu'à 12 % pour atteindre 64,14 € par mégawattheure.



Le projet de gazoduc nigérian ainsi que les autres grands projets pour l'approvisionnement du marché européen seront très déterminants dans les années à venir. Le prix du gaz va-t-il baisser en raison de la profusion de fournisseurs de gaz naturel ? Quelle serait la position de la Russie en tant que fournisseur clé ? Depuis toujours, l'énergie reste l'une des ressources les plus stratégiques et un formidable outil de décision de premier plan dans le monde.



## **Le prix du gaz de cuisine sur le point d'être révisé à la baisse**

Le Ministre d'État aux ressources pétrolières, Timipre Sylva, a récemment annoncé que le Président Buhari avait assuré que les prix du gaz de cuisine seraient stabilisés dans le pays. Cette mesure sera prise, et ce, bien que les prix du gaz soient déterminés au niveau international. Le gouvernement nigérian ne fixe pas le prix du gaz puisqu'il est déterminé par le marché international, et le gaz de cuisine n'est pas subventionné, c'est un produit déréglementé.

M. Sylva a déclaré : « Mais je veux vous assurer que nous sommes très préoccupés et que le Président l'est également ; il est conscient que le prix du gaz est élevé sur le marché et nous faisons tout pour voir comment nous pouvons faire baisser le prix du gaz, surtout à l'approche des fêtes de fin d'année. » M. Sylva a déclaré qu'ils utiliseront des mécanismes internes tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour faire baisser le prix du gaz. En outre, le Ministre a déclaré que le gouvernement a besoin de 6 milliards de nairas pour l'achat de kits pour convertir le premier million de voitures et pour l'acquisition d'équipements qui rendront les stations de pompage opérationnelles.



## **La fin de l'ère du pétrole: la position du Nigeria**

Lors du Sommet de l'énergie de Seplat à Abuja, le ministre d'État aux ressources pétrolières, Chief Timipre Sylva, a déclaré que la demande de pétrole serait élevée jusqu'en 2045. Sa position s'aligne sur les récentes prévisions du World Oil Outlook publiées par l'OPEP, selon lesquelles le pétrole sera encore très demandé au moins jusqu'en 2045.

Aussi faut-il ne ménager aucun effort pour exploiter de toute urgence nos ressources pétrolières de manière optimale et, surtout, pour trouver de nouvelles sources d'investissement.

La Nation ne cautionne aucun principe visant à promouvoir une voie unique pour la transition énergétique. Cette déclaration est tout particulièrement importante lorsqu'on sait les efforts déployés notamment par les pays développés pour forcer la transition vers des sources d'énergie plus propres.

Afin d'atteindre le zéro net d'ici 2050, TS préfère le concept de « transition énergétique juste » qui se fonde sur la réalité de chaque pays tout en respectant les enjeux environnementaux, politiques, économiques et sociaux.

Il est grand temps pour les pays africains de redéfinir la voie à suivre, qui doit être établie en tenant compte des réalités du continent.

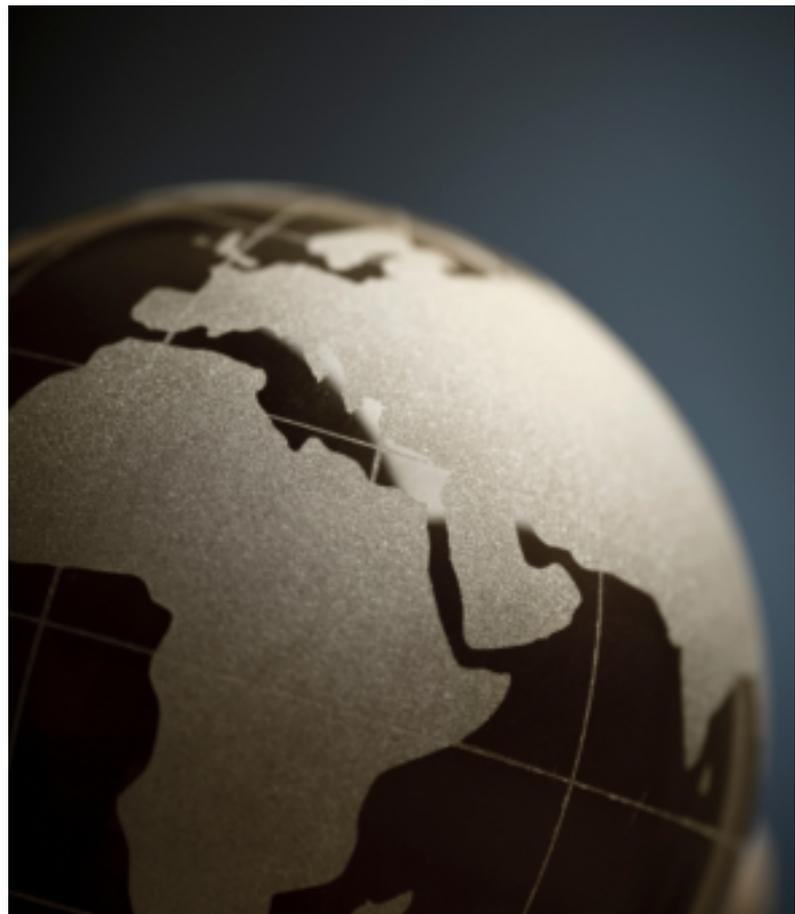


Si des pays comme le Nigeria suivent la tendance sans tenir compte de ce facteur, ils seront tout au moins exposés à une crise tarifaire et fiscale. Faire les bons choix pour un avenir meilleur, tel devrait être le message. Dans le cas du Nigeria, il est évident que le gaz est et restera au cœur de la transition énergétique et devrait conduire à d'autres formes d'énergies plus propres d'ici 2050.

La loi sur l'industrie pétrolière (Petroleum Industry Act, PIA) sera déterminante pour piloter le programme national d'expansion du gaz dans le pays.

Chief Timipre Sylva a fait la démonstration que le gaz est un combustible de transformation précieux et viable pour le développement de l'industrie, car les réserves de gaz nigérianes sont non seulement suffisantes pour couvrir la demande actuelle, mais également suffisantes pour permettre au pays de construire neuf centrales électriques au gaz.

Les autres pays africains étant confrontés au même défi, il sera donc intéressant de voir comment le Nigeria pourra s'adapter à une demande continentale qui, nous le savons, croît assez rapidement. De plus en plus de pays s'industrialisent.



M. Sylva a déclaré que « le processus de déréglementation complète du secteur pétrolier en aval a commencé, ce qui devrait mettre fin aux subventions et libérer des fonds pour le développement national. La déréglementation du secteur pétrolier en aval était une autre stratégie proposée pour permettre une transition énergétique juste au Nigeria ».



## **La fin des ressources fossiles, pétrolières et gazières : un grand pas en avant !**

Une vingtaine de pays à travers le monde ont décidé de se délester des énergies fossiles. La décennie à venir (2030 – 2040) sera celle de la sortie des énergies dites polluantes dont le pétrole et le gaz. Une alliance nommée « Beyond Oil and Gas Alliance » composée de plusieurs pays (Costa Rica, France, Groenland, Irlande, Pays de Galles, Danemark, Québec, Suède...) travaille très sérieusement à cette transition. A Paris, on a d'abord annoncé la décennie 2040 – 2050 mais il semble que l'alliance presse ses membres d'agir rapidement.

Par ailleurs, il est important de noter que de plus en plus de découvertes d'hydrocarbures sont faites sur le continent africain et que l'industrialisation des pays africains est en jeu. À l'échelle mondiale, nous avons pollué le moins possible, mais nous avons été très affectés par les changements climatiques. En tant que continent, nous devons nous aligner sur une stratégie unique et défendre une position commune sur l'exploitation de nos ressources énergétiques au cours des années à venir.



## Un gigantesque projet en cours de réalisation

A l'issue de la conférence Gastech à Dubaï, le Ministre nigérian des ressources pétrolières, Chief Timipre Sylva a déclaré dans une interview à la chaîne de télévision CNBC Arabia que son pays a commencé à mettre en œuvre la construction d'un gazoduc pour transporter le gaz vers l'Algérie et l'Europe, ceci a été mentionné lors de sa participation à la conférence.

Il a rappelé à son auditoire que lors de l'exploration pétrolière, 256 milliards de mètres cubes de gaz ont été explorés. Chief Tmipre Sylva a également souligné que l'ère des combustibles fossiles touche à sa fin.

Le PDG du groupe pétrolier public algérien, Sonatrach, Toufik Hakkar, a récemment annoncé que l'étude de faisabilité du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie, était terminée.

Mohamed Arkab, le Ministre algérien de l'énergie et des mines, a récemment déclaré que son pays accorde un grand intérêt à ce projet hautement stratégique.



Tout aussi conscient de cette nouvelle réalité, le gouvernement nigérian travaille également à une transition en douceur en exploitant son énorme potentiel gazier. Il s'agit donc d'une parfaite illustration de la façon dont les pays africains peuvent mettre en commun leurs ressources pour réaliser de grandes choses. Le développement du continent passera nécessairement par ce type de partenariat innovant.



## **Impact de la libération des réserves de pétrole par l'administration Biden**

L'inflation élevée et la hausse des prix du gaz ont convaincu l'administration Biden de débloquer 50 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique de pétrole. Il s'agit de la plus importante intervention sur les marchés de l'énergie depuis une décennie. L'initiative a été coordonnée conjointement avec la Chine, le Japon, l'Inde, la Corée du Sud et le Royaume-Uni.

Ces pays procèdent également à des déblocages de pétrole sur le marché. M. Biden a adopté cette mesure dans le cadre de ses efforts continus pour soulager les consommateurs américains de l'inflation vertigineuse (qui a atteint en octobre son plus haut niveau depuis 31 ans).

Pendant cette période difficile, le président américain a dû faire face à une pression politique croissante afin de réduire les coûts. La flambée des prix du pétrole cause des difficultés importantes aux Américains.

Pour cette raison, le gouvernement américain a dû intervenir. Cette initiative a suscité des réactions mitigées. Certains économistes estiment que la relâche de 50 millions de barils ne soulagera pas les prix immédiatement. Les raffineries ont déjà commandé leurs approvisionnements en pétrole pour le mois de décembre, et les effets de la libération de pétrole pourraient se faire ressentir en 2022.

Cette action est perçue comme étant une forme de gestion des prix. Elle a un impact à court terme, comme le suggère Seth Blumsack, directeur du Center for Energy Law and Policy de l'université, qui a déclaré : "Je ne pense pas que cette libération de 50 millions de barils soit le remède aux prix de l'essence à 4 ou 5 dollars. Ce n'est pas suffisant et ce dont vous auriez besoin, c'est d'une augmentation soutenue de l'offre sur une plus longue période de temps."

Toutefois, le Président américain ne semble pas se laisser décourager par ces réactions. Dans ses efforts continus pour faire baisser le coût du pétrole, il a également écrit à la Présidente de la Commission fédérale du commerce, Lisa Khan, pour l'encourager à vérifier les allégations de comportement anti-consommateur des compagnies pétrolières.

Il souhaite que les régulateurs fédéraux enquêtent sur les compagnies pétrolières qui pourraient faire preuve de conduite illégale en profitant de la hausse du prix de l'essence.



## Les prévisions de prix du pétrole de JP Morgan

Au cours des 18 derniers mois, le monde a été frappé par une crise sanitaire sans précédent. La pandémie de Covid-19 a provoqué un blocage de l'économie mondiale. En conséquence, les pays du monde entier sont confrontés à de graves difficultés économiques et la demande des consommateurs dépasse largement l'offre.

Plusieurs industries ont été affectées par cette situation imprévue : les compagnies aériennes, les installations de loisirs, les casinos et les jeux, les pièces et équipements automobiles, et le forage pétrolier et gazier. Dans cette situation, l'offre de pétrole n'a pas suivi la demande, de sorte que les consommateurs du monde entier ressentent les effets de la hausse des prix de l'essence.

Il ne fait aucun doute que l'offre joue un rôle majeur dans la détermination des prix du pétrole. Actuellement, le déséquilibre de l'offre de pétrole doit être résolu. Pour les années à venir, JP Morgan prévoit une demande de pétrole stable, tandis que l'offre restera la principale force motrice des prix du pétrole.

L'émergence d'Omicron Covid-19 ne devrait pas ralentir les voyages de vacances. Pour les analystes de JP Morgan, les récentes augmentations du prix du gaz sont des réactions excessives d'investisseurs inquiets d'une baisse de la demande de pétrole, conséquence directe d'un éventuel verrouillage du pays.



La société a déclaré que le marché pourrait surestimer l'impact de la variante Omicron du Covid-19 sur le prix du pétrole. Selon eux, malgré la récente libération de 50 millions de barils de la réserve stratégique de pétrole par l'administration Biden, les prix du pétrole resteront élevés. Les tentatives américaines de faire baisser les prix du pétrole auront peu d'impact sur la crise pétrolière actuelle. JP Morgan estime que "l'OPEP+ étant fermement aux commandes des prix du pétrole, le Brent atteindra 120 \$/bl en 2022 et pourrait même dépasser les 150 \$/bl en 2023".

Compte tenu de l'augmentation de l'offre des producteurs de pétrole américains et de l'accroissement des investissements dans l'industrie pétrolière, après une pause depuis le début de la pandémie, les prévisions de JP Morgan concernant le prix du pétrole peuvent être infléchies.



## Le potentiel économique de la Mauritanie

En 2020, la dégradation de l'économie mondiale provoquée par la pandémie de Covid -19 a placé la Mauritanie dans une position vulnérable. Son PIB a diminué, passant de 5,9 % en 2019 à 3,6 % en 2020. De multiples facteurs ont contribué à ce ralentissement économique, notamment une baisse des recettes d'exportation, une réduction importante des recettes fiscales et une augmentation des dépenses de santé liées à la pandémie mondiale. Le commerce extérieur et les investissements directs ont été fortement pénalisés.

La Mauritanie élabore un plan de développement financier ambitieux pour surmonter ses difficultés macroéconomiques. Une relance post-pandémique de l'économie mondiale entraînera une hausse de la demande de fer, qui constitue le principal moteur de croissance de la Mauritanie. Malgré leur forte dépendance à l'égard des mines et de l'agriculture, les Mauritaniens veulent devenir une puissance gazière. Le pays s'est associé au Sénégal, à BP et à Kosmos Energy pour donner naissance à un ambitieux projet de champ gazier.

Avec un budget de 4,8 milliards de dollars, le projet Grand Tortue Ahmeyim (GTA) devrait générer 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an et 70 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour dans sa première phase. La production devrait commencer en 2023.

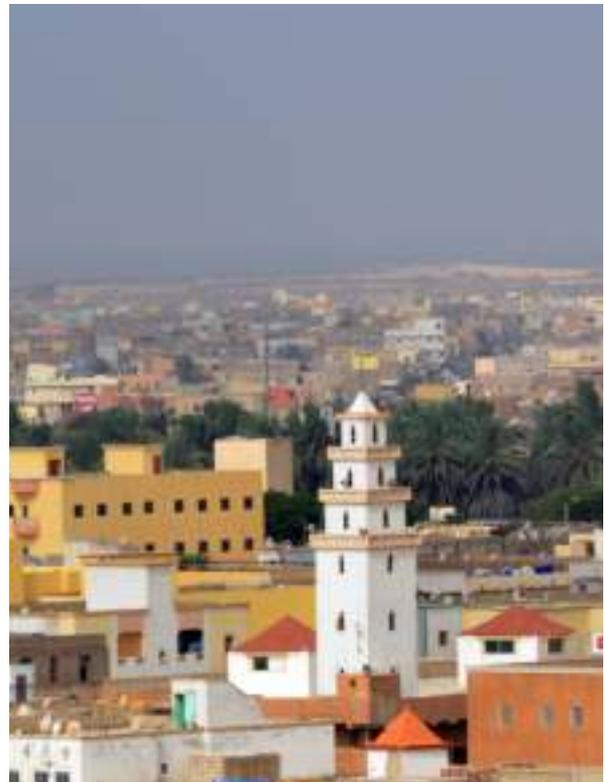


Le Ministre mauritanien de l'économie et de la promotion des secteurs productifs, Ousmane Mamadou Kane, est enthousiasmé par le projet. Selon lui, l'exploitation du gaz représentera des fonds importants pour le Trésor et la Banque centrale, et répondra aux besoins fondamentaux du pays tels que l'éducation, les infrastructures routières, l'eau, l'assainissement et l'énergie.

Toutefois, la Mauritanie doit surmonter de sérieux défis pour atteindre son objectif économique ambitieux : manque d'attrait pour les investisseurs, absence de mécanismes de financement pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), inquiétude croissante des acteurs locaux quant à l'impact de l'exploitation pétrolière sur la pêche.

Pourtant, la Mauritanie a beaucoup à faire pour devenir plus attractive. Selon la Banque Mondiale, ce pays est classé 152ème sur 190 en ce qui concerne la facilité à faire des affaires. Une nouvelle agence de promotion des investissements a été récemment créée à Nouakchott. La directrice de l'agence, Aissata Lam, a souligné l'importance du cadre juridique du pays pour attirer les investisseurs. Selon elle, il est crucial de rassurer les investisseurs en maintenant une stabilité juridique et fiscale.

La Mauritanie s'est montrée de plus en plus réceptive aux investissements directs étrangers (IDE). Les responsables gouvernementaux ont souligné l'importance d'améliorer le climat des affaires pour attirer davantage d'investisseurs. Néanmoins, ils soulignent l'importance du contenu local lorsqu'ils traitent avec des entreprises étrangères.



La Mauritanie souhaite impliquer activement les entreprises locales dans le projet d'exploration gazière. Dans de nombreux cas, la majorité des opérateurs et des prestataires de services liés au pétrole sont des sociétés à capitaux étrangers. Le pays souhaite que les opérateurs nationaux interviennent dans tous les aspects de la chaîne de valeur.

Une autre difficulté à laquelle est confrontée la nation est le faible nombre de mécanismes de financement pour les PME. Son système de crédit au développement ne répond pas entièrement aux besoins des PME. Le système bancaire est solide, mais les ressources à court terme ne correspondent pas aux besoins d'investissement à long terme. L'investissement en fonds propres peut être une bonne option pour les PME dans cette situation.

Bien que les Mauritaniens soient assez enthousiastes à l'idée de l'exploitation prochaine du gaz et de son impact économique potentiel, d'aucuns sont également préoccupés par certaines menaces que le projet pétrolier offshore pourrait entraîner. Le littoral mauritanien possède l'une des zones de pêche les plus abondantes au monde.



Les acteurs locaux s'inquiètent de la durabilité de la pêche avec l'émergence de la Grande Tortue Ahmeyin. Ils s'inquiètent également de problèmes environnementaux liés à l'exploitation pétrolière offshore : pollution, marée noire, fuites. L'une des questions qu'ils se posent est de savoir si la Mauritanie a préparé des plans d'urgence en cas de crise et si l'exploration pétrolière n'entravera pas les activités de pêche.



## **Projet de gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP)**

Le Maroc tente de se remettre du revers qu'il a subi après le non-renouvellement de son contrat de 25 ans avec l'Algérie pour l'envoi de gaz vers l'Espagne via son gazoduc. Le gazoduc Nigeria-Maroc est proposé entre la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et l'Office National des Hydrocarbures et des Mines du Maroc (ONHYM) depuis 2016. Ce projet ambitieux reliera le Nigéria au Maroc via un gazoduc onshore et offshore, en acheminant les ressources en gaz naturel à travers l'Afrique de l'Ouest et du Nord. Ce projet bénéficiera directement à treize pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord. Il permettra de compenser les pertes de gaz de l'Algérie vers l'Espagne. Les ressources en gaz du Maroc sont estimées à environ 300 Tcf.

Il est manifeste que le gaz est l'une des sources d'énergie les plus importantes en Afrique, et qu'il est en train de transformer radicalement la donne. De plus en plus de pays reconnaissent qu'il peut constituer une alternative viable au pétrole, en plus de contribuer à la consolidation énergétique. Le gaz est une énergie plus propre et moins chère, disponible en abondance pour les pays africains. L'Afrique a un accès abondant au gaz, une source d'énergie plus propre et moins onéreuse.



## **Découverte de pétrole et de gaz au Sénégal ! Une opportunité et des défis de taille**

À mesure que de plus en plus de pays découvrent du pétrole et du gaz, le nombre de producteurs potentiels en Afrique augmente. Le Sénégal fait partie de ces heureux élus qui commenceront à produire du pétrole et du gaz dans quelques années et qui s'y préparent sérieusement. Les découvertes à terre et en mer représentent un potentiel énorme.

Au nord, la Mauritanie et le Sénégal exploiteront de manière conjointe une importante réserve de pétrole. Les dirigeants des deux pays ont agi avec maturité pour préserver la paix et éviter que les nouvelles ressources pétrolières ne créent des discordes qui provoqueraient une "malédiction".

Le gouvernement sénégalais a en outre utilisé ses ressources humaines et a agi avec sagesse en engageant quelques personnalités sénégalaises ayant une grande expérience des multinationales pétrolières pour promouvoir l'industrie.

Il a également réorganisé l'industrie en se spécialisant dans chaque phase, comme l'exploration, l'exploitation et la distribution. PETROSEN , par exemple, a été divisée en unités aval et amont avec une entité de gestion au sommet. La SAR, quant à elle, exerce toujours ses activités traditionnelles avec une raffinerie, alors même que le pays a l'ambition d'en construire une autre.

Le contenu local revêt une importance capitale et les entreprises nationales sont appelées à jouer un rôle de premier plan.



Le Sénégal s'ouvre également sur le monde pour bénéficier de l'expérience d'autres pays. Il y a quelques mois, une importante délégation conduite par la Ministre du pétrole et de l'énergie, Sophie Gladima, s'est rendue au Nigeria et a rencontré le ministre des ressources pétrolières Chief Timipre Sylva et son équipe pour échanger sur les défis à venir et établir des partenariats. Le pays organise également un "SUMMIT" de l'énergie dans un avenir proche et attend une participation record.

Les autorités sénégalaises ont une vision très précise de la manière dont elles envisagent de développer le secteur et réalisent que le gaz est l'avenir et, fort heureusement, le pays en possède davantage que le pétrole. Le centre de conférence international de Diamnadio a abrité le 21 décembre 2021 le Conseil présidentiel, présidé par le Président Macky Sall. A cette occasion, un projet de loi relatif à la répartition et à la supervision des revenus issus de l'exploitation des hydrocarbures a été validé. Celui-ci a été présenté par le Ministre des Finances et du Budget, Abdoulaye Daouda Diallo.

Le projet de loi comprend 23 articles répartis en cinq chapitres. Il s'articule autour de quatre grands principes : l'interdiction de la cession anticipée des ressources en hydrocarbures, la budgétisation des revenus issus de l'exploitation des hydrocarbures, la mise en place d'un fonds intergénérationnel et la création d'un fonds de stabilisation. Les 700 milliards de francs CFA de recettes annuelles attendus par l'Etat seront intégralement budgétisés et répartis comme suit : 90% des recettes iront au budget général et 10% au fonds intergénérationnel.

Les fonds du Budget Général seront utilisés pour couvrir les dépenses d'investissement au profit exclusif de l'ensemble des populations sénégalaises, des générations actuelles et futures. En outre, ces revenus seront utilisés pour investir dans des domaines clés que sont l'éducation, les infrastructures, la santé et l'agriculture. Le Fonds Intergénérationnel est destiné à être une source d'épargne pour les générations futures.

Ces fonds seront investis dans des projets à long terme. La partie du fonds de stabilisation sera définie ultérieurement.

Toutes ces actions anticipatrices indiquent que les dirigeants sénégalais sont pleinement conscients de ce qui les attend et qu'ils tiennent à participer activement à l'exploitation de leurs ressources.

Dans le même temps, les médias débattent abondamment de l'amélioration de la législation relative au secteur des hydrocarbures. Les dirigeants ne doivent pas perdre de vue cette question. Le Nigeria en est un parfait exemple, comme l'a récemment déclaré le Ministre des ressources pétrolières : " Le Nigeria a subi une perte estimée à 235 milliards de dollars d'investissements dans le secteur du pétrole et du gaz pour avoir retardé d'environ vingt ans l'adoption du Petroleum Industry Bill".



Nos dirigeants doivent donc veiller à ce que les contrats soient attribués de manière transparente et que les informations soient accessibles à tous pour concrétiser l'ESPOIR des Sénégalais.



## CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : [www.nigeria-one.com/fr/](http://www.nigeria-one.com/fr/)
- **Par e-mail** : [contact@nigeria-one.com](mailto:contact@nigeria-one.com)
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

